



CONFÉRENCE DES PARTIES

Quatrième session

Bonn, 11-22 décembre 2000

Point 6 g) de l'ordre du jour provisoire<sup>1</sup>

**PROGRAMME ET BUDGET**

**g) RAPPORT SUR L'ÉTAT DU FONDS D'AFFECTION SPÉCIALE  
POUR LES ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES DE LA CONVENTION  
POUR L'EXERCICE BIENNAL 2000-2001 AU 30 JUIN 2000**

**Note du Secrétaire exécutif**

Additif

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION.....	1 – 2	2
II. RÉSULTATS DU FONDS POUR LES ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES (FONDS SUPPLÉMENTAIRES).....	3 – 4	2
A. Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires et conseils juridiques.....		4
B. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Afrique .....		7
C. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Asie .....		15
D. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.....		22
E. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de la Méditerranée septentrionale .....		24
F. Relations extérieures et information .....		26

<sup>1</sup> ICCD/COP(4)/1.

## I. INTRODUCTION

1. Le présent document, qui renseigne sur les activités financées par le Fonds supplémentaire, devrait se lire en parallèle avec le document ICCD/COP(4)/3 concernant l'examen de la mise en œuvre de la Convention. On y trouvera un bref aperçu des activités menées avec le concours du secrétariat ainsi qu'une évaluation des résultats obtenus. Cette information s'accompagne d'un état des dépenses à la date du 30 juin 2000. La présentation des activités qui seront entreprises au cours du second semestre de 2000 est complétée par des prévisions de dépenses. Le présent document s'articule autour des programmes principaux, comme suit :

- A. Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires, et conseils juridiques (COPSUBLA)
- B. Facilitation de l'application et de la coordination par région
- C. Relations extérieures et information.

2. Chaque chapitre régional expose des activités aux niveaux national, sous-régional et régional ainsi qu'interrégional. Il convient de noter que les activités menées avec l'appui du secrétariat étaient souvent entreprises avec d'autres partenaires bilatéraux ou multilatéraux afin d'optimiser les résultats.

## II. RÉSULTATS DU FONDS POUR LES ACTIVITÉS SUPPLÉMENTAIRES (FONDS SUPPLÉMENTAIRE)

3. Les tableaux 1 et 2 renseignent sur l'état du Fonds supplémentaire et donnent une analyse des dépenses au 30 juin, par programme. Ils sont complétés par des rapports d'exécution détaillés, par programme.

**Tableau 1. État du Fonds supplémentaire au 30 juin 2000**  
(dollars des États-Unis)

Recettes	Montant
Report de 1999	2 544 457
Contributions reçues	1 050 577
Économies réalisées sur les engagements des années précédentes et intérêts perçus	67 131
<b>Total des recettes au 30 juin 2000</b>	<b>3 662 165</b>
Total des dépenses effectives	1 912 753
<b>Solde</b>	<b>1 749 412</b>

4. En sus des dépenses effectives de 1 912 753 dollars É.-U. à la date du 30 juin 2000, un montant estimatif de 1 932 610 dollars É.-U. sera utilisé au second semestre, ce qui porte à 3 845 363 dollars É.-U. les prévisions de dépenses. Les ressources nécessaires seront mobilisées au second semestre. Le montant total des recettes au 30 novembre sera communiqué à la quatrième session de la Conférence des Parties dans le document ICCD/COP(4)/2/Add.8.

**Tableau 2. Utilisation du Fonds supplémentaire par programme**  
(dollars des États-Unis)

<b>Programme</b>	<b>Fonds supplémentaire</b>
Organes directeurs	0
Direction exécutive et administration	0
Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires, et conseils juridiques	141 595
Facilitation de l'application et de la coordination	1 467 964
Relations extérieures et information	83 143
Administration et finances	0
Mécanisme mondial	0
<b>Total partiel</b>	<b>1 692 702</b>
Dépenses d'appui aux programmes*	220 051
<b>Total</b>	<b>1 912 753</b>
Fonds de roulement	158 759
<b>Total général</b>	<b>2 071 512</b>

\* Conformément à la circulaire pertinente de l'ONU (ST/SGB/188, par. 47), une déduction correspondant à 13 % du montant des dépenses effectuées à l'aide de ressources provenant des fonds d'affectation spéciale est opérée au titre de l'appui aux programmes, sauf exception autorisée par le Contrôleur. Le montant de ce prélèvement, calculé à partir du chiffre des dépenses effectives, est crédité à l'ONU.

**A. Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes  
subsidiaires et conseils juridiques**

**Dollars É.-U.**

**1. Connaissances traditionnelles**

Le Groupe spécial d'experts sur les connaissances traditionnelles s'est réuni pour la première fois à Matera (Italie) en juillet 1999. Compte tenu des résultats de la réunion, la troisième session de la Conférence des Parties a reconduit le Groupe dans ses fonctions. Des fonds ayant été engagés en 2000, une seconde réunion de ce groupe a été organisée à Matera (Italie) en mai 2000.

Les principaux résultats de la réunion étaient les suivants : étude des critères, repères et indicateurs appropriés; évaluation de l'intégration des connaissances traditionnelles et locales dans les programmes de travail, des réseaux et mécanismes mis en place en application de la Convention; étude des avantages socioéconomiques et écologiques des connaissances traditionnelles.

Les résultats de la réunion seront présentés à la quatrième session de la Conférence des Parties dans le document ICCD/COP(4)/CST/2.

• Octroi de subventions à IPOGEA pour l'organisation des deux réunions de groupe spécial	76 928
• Frais de voyage des participants	14 261
• Élaboration des documents par des consultants	2 042
• Frais de voyage du personnel	2 843
<b>Connaissances traditionnelles, total</b>	<b>96 074</b>

**2. Systèmes d'alerte avancée**

La principale activité de la réunion du groupe spécial désigné par la Conférence des Parties a consisté à étudier et développer les thèmes techniques ci-après, issus des rapports nationaux des Parties et des forums régionaux sur l'application de la Convention :

- a) Collecte, accessibilité et intégration des données;
- b) Évaluation et prévision de la sécheresse et de la désertification et mesures de préparation, en coordination avec les activités de suivi de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles;

**Dollars É.-U.**

c) Diffusion, aux utilisateurs finals, d'informations sur les applications des systèmes d'alerte avancée, la surveillance de la désertification et l'évaluation de ce phénomène et renforcement des mécanismes de riposte appropriés, notamment dans le cadre des programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification.

Le Groupe spécial d'experts des systèmes d'alerte avancée s'est réuni à Bonn (Allemagne) en mai et juin 2000.

Les résultats de cette réunion seront présentés à la quatrième session de la Conférence des Parties dans le document ICCD/COP(4)/CST/4.

### **3. Recensement et évaluation des réseaux existants**

La première phase du recensement et de l'évaluation des réseaux, institutions, organismes et organes existants s'est terminée en 1999. Elle a permis de constituer une base de données de plus de 1 000 entrées qui livre des informations de base sur les institutions qui ont répondu à l'enquête. Les fonds destinés à cette activité ont été débloqués pour la plupart en 1999.

- Don au PNUE pour la réalisation de l'étude 20 400

**Recensement et évaluation des réseaux existants 20 400**

### **4. Système d'information sur la désertification pour répondre aux besoins en matière de planification dans la région de la Méditerranée**

Un processus de consultation visant à mettre en place un système d'information sur la désertification pour répondre aux besoins en matière de planification dans la région de la Méditerranée (DISMED) a été organisé à Marrakech (Maroc) par le secrétariat de la Convention en 1998, à la demande du Gouvernement italien.

L'atelier de démarrage des activités se tiendra à Copenhague en septembre 2000 pour étudier et évaluer les objectifs, le cadre institutionnel et les activités futures du processus DISMED. L'Agence européenne pour l'environnement et un institut italien (la Fondation pour la météorologie appliquée, FMA) se chargent des préparatifs de l'atelier. Le secrétariat de la Convention continuera de jouer un rôle de facilitation et de coordination des activités prévues.

- Prévisions de dépenses, y compris les dons et les frais de déplacement du personnel 250 000

**Système d'information sur la désertification pour répondre aux besoins en matière de planification dans la région de la Méditerranée 250 000**

**Dollars É.-U.****5. Table ronde interparlementaire**

Une réunion interparlementaire de deux jours sera organisée durant la quatrième session de la Conférence des Parties à Bonn (Allemagne) en décembre 2000. Devraient y participer des parlementaires de 35 pays pour étudier la manière de promouvoir l'application de la Convention.

- Prévisions de dépenses, y compris les frais de voyage de certains participants et la logistique 80 000

**Table ronde interparlementaire 80 000**

**6. Autres réunions**

Des réunions liées à la Convention ont été organisées à Rome (Italie) en février. Ces réunions, ainsi que des ateliers, ont été l'occasion d'examiner la participation sociale à la lutte contre la désertification et les synergies entre la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre sur les changements climatiques (voir également le chapitre F).

- Frais de voyage du personnel 2 942

**Autres réunions 2 942**

**7. Assistance sous forme de personnel d'appui temporaire**

Du personnel temporaire a contribué aux préparatifs des réunions des bureaux de la Conférence des Parties et du Comité de la science et de la technologie et de la quatrième session de la Conférence des Parties.

- Assistance sous forme de personnel d'appui temporaire 22 179
- Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000 22 000

**Assistance sous forme de personnel d'appui temporaire, total 44 179**

**Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires, et conseils juridiques**

**Dépenses effectives au 30 juin 2000 141 595**

**Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000 352 000**

**TOTAL 493 595**

Dollars É.-U.

## **B. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Afrique**

### **1. Facilitation de l'application au niveau national**

#### **1.1 Sensibilisation**

Les organes de coordination et les centres de liaison nationaux ont été aidés à organiser des séminaires nationaux de sensibilisation au Burundi, au Cameroun, à Madagascar et dans la République du Congo. Les dépenses au titre de l'appui aux séminaires du Cameroun et de Madagascar avaient été engagées en 1998.

- Dons au Burundi et à la République du Congo 10 000
- Services de consultant pour appuyer les séminaires nationaux 5 016

Cette activité avait pour objet de veiller à ce que les parties prenantes clefs au niveau national – particulièrement les groupes qui participent à la prise de décisions et les utilisateurs des ressources naturelles au niveau local – soient conscientes des objectifs et des dispositions de la Convention.

L'acquis principal de cette activité de facilitation a été une sensibilisation accrue des différents acteurs, dont les groupes féminins, les jeunes, les parlementaires et de hauts responsables des gouvernements.

#### **1.2 Programmes d'action nationaux**

Des réunions nationales destinées à valider les programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification ou d'en lancer l'application ont été organisées au Burkina Faso, à Djibouti, au Niger et au Tchad.

- Frais de voyage du personnel 16 466

Depuis 1999, deux autres pays africains parties touchés par la sécheresse ont finalisé et/ou validé leur programme d'action national, portant à 15 le nombre total de programmes d'action nationaux au 30 juin 2000. En outre, cinq pays d'Afrique prévoient de parachever l'élaboration de leur programme d'action national avant la fin 2000.

- Prévisions de dépenses : dons, frais de voyage du personnel ou du coordonnateur régional 20 000

L'objectif de ces réunions de consultation était :

- d'intégrer les programmes d'action nationaux dans le processus national de planification du développement et de les placer au cœur des autres initiatives entreprises dans ces pays dans les domaines de la gestion des ressources naturelles et de l'éradication de la pauvreté;
- de faire en sorte que le programme d'action national soit approuvé par le gouvernement en tant qu'outil de mise en œuvre de la Convention au niveau national.

Suite à ces réunions, les gouvernements des pays concernés ont approuvé les cadres des programmes d'action nationaux en tant que mécanismes d'application de la Convention avec la participation des différentes parties prenantes.

### **1.3 Organisation de consultations en vue de la conclusion d'accords de partenariat**

Pour établir des accords de partenariat à l'appui de l'application des programmes d'action nationaux, une réunion de certains centres de liaison africains et de représentants du PNUD, de la Banque mondiale, du Mécanisme mondial et du secrétariat de la Convention a été organisée à Cotonou (Bénin) en février 2000. Cette réunion de consultation avait pour objectifs principaux :

- de déterminer les modalités de la conclusion d'accords de partenariat entre les pays parties touchés par la sécheresse et leurs partenaires de développement afin d'appuyer la mise en œuvre du programme d'action national aux niveaux national et local;
- de définir les moyens de mobiliser des ressources afin d'intervenir dans les domaines prioritaires qui avaient déjà été déterminés dans les programmes d'action nationaux.

• Don au Bénin pour l'aider à supporter les dépenses locales	3 540
• Frais de voyage des participants	18 900
• Frais de voyage du personnel	13 361

Cette réunion a été principalement l'occasion, pour de multiples parties prenantes, de débattre de :

- la manière d'intégrer les programmes d'action nationaux aux stratégies de développement durable;



**Dollars É.-U.**

- la manière de lancer, dans les pays, un processus consultatif afin de résoudre une question clef, celle de la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des programmes d'action nationaux.

Suite à la réunion de Cotonou, plusieurs pays d'Afrique, à savoir le Bénin, le Cap-Vert, la Gambie, le Maroc, le Niger, l'Ouganda, le Sénégal, la Tanzanie et la Tunisie, prévoient d'organiser des forums nationaux et des réunions consultatives avec les pays donateurs afin de favoriser l'établissement de partenariats et la mobilisation des ressources.

- Prévisions de dépenses, dont les dépenses de consultant, dons et frais de voyage du personnel 10 000

Au niveau national, on s'est attaché à mettre en place un processus consultatif en vue de la conclusion d'accords de partenariat. La majorité des pays qui ont validé leur programme procèdent au lancement de ces activités.

Ces activités devraient déboucher sur l'adoption, au niveau national, de mesures concrètes en vue de faciliter la conclusion d'accords de partenariat pour soutenir la mise en œuvre des programmes d'action nationaux dans les domaines prioritaires qui ont été définis.

**Niveau national, total 97 283**

## **2. Facilitation de l'application au niveau sous-régional**

### **Afrique centrale**

La Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a organisé à N'Djamena (Tchad), en juin 2000, un atelier à l'intention de 10 pays membres d'Afrique centrale.

Cette réunion a été l'occasion pour les États membres de la CEMAC de rechercher et définir les domaines d'intérêt communs aux pays de la sous-région et de décider des meilleurs moyens d'aborder les problèmes qui se posent par-delà les frontières.

- Don à la CEMAC 15 880

### **Afrique orientale**

En Afrique orientale, l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a élaboré un projet de programme d'action sous-régional qui sera examiné lors d'une réunion entre les organes directeurs de l'IGAD et différentes parties prenantes, qui se tiendra à Nairobi (Kenya) au mois d'octobre 2000. On en attend :

- l'adoption d'un programme d'action sous-régional et une coopération étroite à sa mise en œuvre;
  - un accord sur les grands domaines du programme sous-régional à mettre en œuvre à titre prioritaire;
  - l'élaboration de stratégies permettant de mobiliser des ressources pour appuyer le programme sous-régional;
  - une définition préliminaire des responsabilités qu'ont clairement en commun les principales parties prenantes qui souhaitent appuyer l'application du plan d'action sous-régional;
- Don au FIDA 30 000

### **Afrique septentrionale**

Le programme d'action sous-régional pour l'Afrique septentrionale a été adopté en 1999. Les activités prioritaires qui y sont inscrites visent à :

- renforcer l'échange et la collecte de données;
- accroître la capacité des institutions clefs qui soutiennent le programme sous-régional;
- consolider la composante recherche-développement en vue de l'exploitation durable des ressources des terres arides.

La facilitation de l'application du programme d'action sous-régional sera soutenue par les pays d'Afrique septentrionale, tandis que l'on poursuivra la collaboration avec les pays de la Méditerranée septentrionale.

- Prévisions de dépenses, y compris les frais de voyage du personnel et les dépenses d'établissement de la documentation 5 000

### **Afrique australe**

Un atelier sous-régional sur la mobilisation des ressources et l'établissement de partenariats en vue de l'application de la Convention dans les pays d'Afrique orientale et australe membres du FIDA et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) sera organisé par le Mécanisme mondial, en collaboration avec le secrétariat de la Convention, à Mombasa (Kenya) en octobre 2000. Des ateliers analogues sont prévus pour d'autres sous-régions.

**Dollars É.-U.**

Ces ateliers visent principalement à examiner les différentes méthodes et possibilités de mobiliser des ressources au profit des programmes d'action nationaux et sous-régionaux.

Ces consultations devraient aboutir à :

- des stratégies bien définies permettant d'obtenir les ressources financières et techniques voulues pour assurer la mise en œuvre des programmes d'action nationaux et sous-régionaux;
- l'examen des modalités d'intégration des programmes d'action nationaux et sous-régionaux dans le cadre des interventions et des programmes des organismes de coopération financière et technique.
- Prévisions de dépenses, y compris les frais de voyage du personnel et les dépenses d'établissement de la documentation

10 000

**Afrique occidentale**

Pour lancer l'application du programme d'action sous-régional pour l'Afrique occidentale, on a entamé la préparation des programmes de travail de deux groupes thématiques relevant du programme sous-régional. En outre, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) organiseront à Conakry (Guinée) en octobre 2000 un atelier sur les synergies entre la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention sur la diversité biologique et la Convention-cadre sur les changements climatiques. Cet atelier, dont l'objectif principal sera d'étudier les synergies entre ces trois Conventions, particulièrement au niveau local, devrait permettre :

- de définir de façon précise les modalités de la coordination des activités locales entre les trois Conventions;
- de cerner les domaines dans lesquels une mise en œuvre bien coordonnée des trois Conventions est mutuellement avantageuse et enrichissante.
- Prévisions de dépenses, y compris les frais de voyage du personnel

5 000

Six pays d'Afrique occidentale participent à un programme visant à renforcer la participation des femmes et des jeunes à l'application de la Convention. Diverses activités doivent être entreprises par des ONG locales. Ce programme est coordonné et administré par Développement, environnement, formation, insertion sociale (DEFIS Sahel), réseau d'ONG de terrain.

**Dollars É.-U.**

Ce programme devrait permettre de constituer une antenne de partenaires importants mieux équipés pour s'occuper de l'application de la Convention dans leur région.

- Don à DEFIS Sahel 50 000

La formulation de plusieurs projets pilotes transfrontières a bénéficié d'un soutien afin de créer des conditions locales favorables à la gestion commune de ressources naturelles partagées et de renforcer cette gestion. Ces projets, auxquels ont participé des communautés locales d'Algérie, du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, sont les suivants :

- Un projet pilote de gestion communautaire de pâturages transfrontières partagés dans la zone d'Azaouak, entre le Mali et le Niger;
- Un projet pilote de gestion communautaire de sites salins partagés pour le bétail dans les zones frontières entre le Burkina Faso et le Mali;
- Un projet pilote de gestion communautaire durable de ressources pastorales partagées entre le Burkina Faso et le Niger;
- Un projet pilote d'activités communautaires de remise en état et de protection de terres dégradées dans la localité de Tamchekett, en Mauritanie;
- Un projet pilote de promotion d'activités communautaires et de stratégies de renforcement des capacités afin d'assurer la sécurité alimentaire de communautés locales vivant à Tin-Zaoauten, entre l'Algérie et le Mali;
- Un projet pilote de gestion de ressources en eau partagées dans des zones frontières entre le Burkina Faso et le Mali (Le Beli).

- Dons aux ONG chargées de l'application de projets au Burkina Faso et en Mauritanie 63 599
- Services de consultant 21 685
- Prévisions de dépenses au titre des services de consultant et des frais de voyage 18 000

**Niveau sous-régional, total 219 164**

Dollars É.-U.

### **3. Facilitation de l'application au niveau régional**

#### **3.1 Programme d'action régional**

La définition de six réseaux thématiques (RT) a été le résultat de sept ateliers thématiques tenus en 1998 et 1999 à Nairobi (Kenya), à Bamako (Mali), à Addis-Abeba (Éthiopie), à Abidjan (Côte d'Ivoire), à Tunis (Tunisie), à Sadore (Niger) et à Harare (Zimbabwe).

- Impression des rapports des ateliers d'Abidjan, de Sadore et d'Harare 7 178

Trois réunions consultatives de réseaux thématiques pour l'Afrique, portant respectivement sur la gestion intégrée des bassins fluviaux, lacustres et hydrogéologiques, la promotion de l'agroforesterie et de la conservation des sols et l'utilisation rationnelle des parcours et la mise en valeur des cultures fourragères, ont été organisées à Bonn (Allemagne). Leur but était d'étudier et de définir, dans leurs grandes lignes, les modalités de préparation du lancement des réseaux thématiques et d'arrêter un calendrier approprié et bien défini pour les activités prioritaires.

- Services contractuels 1 650
- Frais de voyage de neuf participants 20 938

Ces réunions consultatives ont permis de définir le cadre opérationnel des trois premiers réseaux thématiques et d'en formuler, à titre préliminaire, les buts, critères de fonctionnement et activités. On y a arrêté également un plan de travail pour 2000-2001.

La réunion à laquelle sera lancé officiellement le Réseau thématique sur la gestion intégrée des bassins fluviaux, lacustres et hydrogéologiques est prévue en novembre 2000. Y assisteront des représentants d'institutions spécialisées d'Afrique, qui s'attacheront spécialement à élaborer et adopter un programme de travail détaillé.

- Prévisions de dépenses, y compris les frais de voyage des participants et du personnel ainsi que les dépenses d'établissement de la documentation 130 000

#### **3.2 Unité de coordination régionale**

Les activités de l'unité de coordination régionale pour l'Afrique, qui est accueillie par la Banque africaine de développement (BAfD) en Côte d'Ivoire, ont permis d'appuyer le lancement des réseaux thématiques, la facilitation de la coordination interinstitutions et l'élaboration de plans de travail communs avec diverses institutions d'Afrique, ainsi que la participation à des réunions nationales, sous-régionales et régionales.

**Dollars É.-U.**

- Dépenses de personnel 46 553
- Frais de voyage du coordonnateur régional 8 315
- Don à la BAfD pour la fourniture de services de secrétariat à l'unité de coordination régionale 5 787
- Prévision des dépenses de personnel au 31 décembre 2000 78 712

**3.3 Réunion régionale des centres de liaison africains**

La quatrième Réunion régionale des centres de liaison nationaux africains se tiendra à Alger (Algérie) en octobre 2000. On devrait y faire le bilan des programmes d'action nationaux, sous-régionaux et régionaux et procéder à une évaluation d'ensemble des progrès accomplis dans l'application de la Convention dans la région, eu égard notamment aux décisions prises par la troisième session de la Conférence des Parties. Y seront également examinées la préparation et la coordination, au niveau régional, des principales questions dont sera saisie la quatrième session de la Conférence des Parties.

- Prévisions de dépenses, y compris les frais de voyage des participants et les dépenses d'établissement de la documentation 259 448

Immédiatement après la réunion des centres de liaison, le Mécanisme mondial organisera un atelier sur la mobilisation des ressources pour la sous-région de l'Afrique septentrionale. Cette réunion consultative devrait permettre de définir clairement des stratégies de mobilisation des ressources à l'appui de l'application de la Convention dans la sous-région de l'Afrique septentrionale.

**Niveau régional, total 558 581**

**4. Facilitation de l'application au niveau interrégional**

Lors du deuxième Forum interrégional Afrique-Amérique latine et Caraïbes, tenu à Tombouctou et à Bamako (Mali) en mars 2000, plusieurs pays des deux régions ont présenté des propositions détaillées et identifié les modalités (participants et partenaires) de la coopération interrégionale.

**Dollars É.-U.**

Cette réunion a débouché, principalement, sur un programme d'échanges techniques et scientifiques et l'adoption d'une Déclaration de principes et d'engagements. Ce forum a permis, surtout, de resserrer les liens de coopération entre partenaires africains et partenaires latino-américains à la lutte contre la désertification et la sécheresse par l'échange de données d'expérience, de savoir-faire et de pratiques, entre autres. On y a également examiné le rôle que peuvent jouer les connaissances traditionnelles dans la gestion durable des ressources naturelles.

• Frais de voyage des participants	68 318
<b>Niveau interrégional, total</b>	<b>68 318</b>
<b>Facilitation de l'application dans la région de l'Afrique</b>	
<b>Dépenses effectives au 30 juin 2000</b>	<b>407 186</b>
<b>Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000</b>	<b>536 160</b>
<b>TOTAL</b>	<b>943 346</b>

**C. Facilitation de l'application et de la coordination  
dans la région de l'Asie**

Il convient de noter que le sous-programme de facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Asie comprend également des activités d'appui à des pays d'Europe orientale et centrale.

**1. Facilitation de l'application au niveau national**

**1.1 Établissement de rapports nationaux**

À sa quatrième session, la Conférence des Parties examinera les rapports des pays parties touchés de régions autres que l'Afrique. Un Guide a été mis au point pour faciliter l'établissement de ces rapports.

L'établissement de rapports nationaux a été soutenu dans 28 pays d'Asie et d'Europe centrale et orientale.

• Dons à 28 pays, y compris l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la République de Moldova	117 800
• Frais de voyage du personnel	6 532

**Dollars E.-U.**

Des ateliers sous-régionaux sur l'établissement des rapports nationaux ont été organisés au printemps 2000 à l'intention des pays d'Asie occidentale à Beyrouth (Liban); des pays d'Europe d'Asie centrale et d'Europe orientale à Almaty (Kazakhstan); et d'autres pays d'Asie à New Delhi (Inde).

L'Allemagne a appuyé l'organisation de la réunion d'Almaty. La réunion de New Delhi s'est tenue à l'issue d'une réunion sur le Réseau thématique 2. Lors des ateliers, les centres de liaison nationaux ont examiné, avec les organisations sous-régionales compétentes, les questions clefs du processus d'établissement des rapports.

• Don au Liban	4 000
• Frais de voyage des participants	6 837
• Services de consultant	2 020
• Frais de voyage du personnel	8 555

Deux consultants ont aidé à établir le document pour la quatrième session de la Conférence des Parties et à examiner les incidences méthodologiques du processus d'établissement des rapports.

• Services de consultant	13 318
--------------------------	--------

La facilitation de l'établissement des rapports nationaux a permis, surtout, d'obtenir que les rapports des pays d'Asie et d'Europe centrale et orientale touchés présentent leur rapport dans les délais. Les réunions sous-régionales ont été, pour les pays, l'occasion d'exprimer leurs vues sur le processus d'établissement de leur rapport et, en particulier, sur l'utilité du Guide. Il a été établi une synthèse des informations par sous-région à l'intention de la quatrième session de la Conférence des Parties.

Parmi les pays qui ont bénéficié de ce programme, 27, en sus de 10 autres pays parties touchés d'Asie et d'Europe centrale et orientale, ont présenté leur rapport en temps voulu pour la Conférence des Parties, portant à 37 le nombre total de rapports nationaux.

L'élaboration des rapports nationaux a contribué à une plus grande sensibilisation des responsables et du public des différents pays à la désertification et a permis d'intensifier la coopération au niveau national. À l'échelon international, l'examen des rapports lors de la Conférence des Parties devrait fournir aux partenaires de développement des informations sur les problèmes de désertification qui se posent dans les pays des régions concernées ainsi que sur les solutions qui pourraient leur être apportées, d'où une sensibilisation accrue.



## 1.2 Renforcement des capacités

L'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Ouzbékistan et la République de Moldova ont été aidés à renforcer leurs centres de liaison nationaux. Un appui a été fourni au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et au Turkménistan.

L'appui institutionnel fourni aux centres de liaison nationaux a pour objectif d'aider ces derniers à finaliser et adopter leur programme d'action national.

- Dons à l'Arménie, à l'Azerbaïdjan, à la Géorgie, à l'Ouzbékistan et à la République de Moldova 168 000
- Prévisions de dépenses, y compris des dons au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Tadjikistan et au Turkménistan 140 000

L'assistance fournie au niveau national a favorisé la coordination et l'exécution des projets. Le programme d'action sous-régional pour l'Asie centrale a par ailleurs bénéficié indirectement du renforcement des activités au niveau national. Les résultats ci-après méritent d'être mentionnés :

- Dans le Caucase, l'appui du secrétariat a été essentiel au lancement du processus d'application.
- Grâce à l'assistance fournie à la République de Moldova, on a pu organiser un atelier et des séminaires qui ont permis au Gouvernement de finaliser son programme d'action national et, par la suite, de l'approuver.
- L'Arménie a lancé une campagne nationale de sensibilisation et a fait traduire en arménien le texte de la Convention.
- Un groupe d'experts chargés de l'établissement du programme d'action national a été mis en place en Azerbaïdjan et quatre séminaires de sensibilisation y ont été organisés.
- Un contrat a été signé avec la télévision arménienne en vue d'utiliser les programmes de télévision pour sensibiliser le public aux questions liées à la lutte contre la désertification. La traduction en arménien du texte de la Convention et de fiches descriptives concernant cet instrument a été achevée.
- En Azerbaïdjan, il a été mis en place un groupe d'experts pour assurer l'élaboration du programme d'action national et un plan de travail a été élaboré. Des séminaires de sensibilisation ont été organisés dans quatre régions. Un contrat de sous-traitance a été conclu avec une ONG nationale en vue d'établir une collaboration entre le secteur public et l'État.

- Au Kazakhstan, il sera organisé plusieurs réunions à l'intention de diverses parties prenantes afin de déterminer les capacités et les besoins nationaux en ce qui concerne la lutte contre la désertification.
- Au Kirghizistan, les ONG organiseront, en coopération avec le centre de liaison national, des séminaires nationaux de sensibilisation dans six régions de la République.
- Au Tadjikistan, il sera organisé un forum national pour l'adoption du plan d'action national et on réalisera une étude sur les facteurs socioéconomiques conduisant à la désertification.

### **1.3 Organisation de consultations en vue de la conclusion d'accords de partenariat**

La réunion de coordination sur la conclusion d'accords de partenariat et la mobilisation des ressources en vue de l'application de la Convention en Chine devrait se tenir en novembre à Beijing. Le but en est d'engager un dialogue entre la Chine, les pays donateurs et les organisations internationales.

- Prévisions de dépenses, y compris les frais de voyage du personnel 6 000

Outre qu'il aide la Chine à rationaliser et coordonner, au niveau national, un mécanisme de partenariat en vue de la lutte contre la désertification, l'appui du secrétariat devrait également renforcer la coopération interinstitutions et la coordination entre les ministères chinois d'exécution intéressés.

**Niveau national, total 473 062**

## **2. Facilitation de l'application au niveau sous-régional**

À la demande de cinq États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan), il sera organisé à Bishkek (Kirghizistan), en juillet, une réunion ministérielle sur l'élaboration d'un programme d'action sous-régional pour lutter contre la désertification dans le bassin de la mer d'Aral. Les objectifs de cette réunion sont les suivants : étudier la situation dans la région, qui subit les conséquences d'une catastrophe écologique sans précédent; examiner les principaux points de la coopération sous-régionale; et parvenir, au niveau ministériel, à un consensus sur l'élaboration du programme d'action sous-régional dans les délais. Suite à cette réunion, des experts se réuniront pour adopter les principaux éléments du programme d'action sous-régional et convenir des domaines dans lesquels une coopération serait possible dans le cadre du programme et étudier les propositions concernant le programme d'élaboration du programme d'action sous-régional pour les années 2000/2001.

- Frais de voyage du personnel 4 131

Le programme d'action sous-régional pour l'Asie occidentale a été finalisé et adopté officiellement lors d'une réunion tenue dans les Émirats arabes Unis en février 2000. Il comprend un document-cadre qui définit la structure organisationnelle du programme sous-régional et esquisse les domaines d'activité.

- Frais de voyage du personnel 3 706

**Niveau sous-régional, total 7 837**

### **3. Facilitation de l'application au niveau régional**

#### **3.1 Programme d'action régional**

Le programme d'action régional pour l'Asie comprend six réseaux thématiques (RT) dont l'objectif est d'examiner les problèmes de désertification les plus aigus qui se posent dans la région.

La réunion du Réseau thématique 1 (RT 1), tenue à Tokyo en juin 2000, a permis de déterminer les dispositions techniques précises à prendre pour établir une carte régionale de la désertification. Elle a examiné aussi les repères et indicateurs de la surveillance et de l'évaluation de la désertification et a été l'occasion d'un échange de vues sur le lancement futur du site Web du RT 1 par l'institution hôte chinoise.

- Frais de voyage des participants 57 309
- Frais de voyage du personnel 13 889

La carte régionale de la désertification sera terminée dans deux ans et demi. Un groupe d'experts de la région a présenté 24 rapports techniques décrivant les systèmes de surveillance et d'évaluation dans leurs pays respectifs. Le compte rendu de la réunion de Tokyo sera publié par le secrétariat de la Convention.

Le Réseau thématique 2 (RT 2) sur l'agroforesterie en Asie a été lancé lors d'une réunion organisée à New Delhi (Inde). Son objectif est de soutenir les initiatives nationales visant à développer l'agriculture durable dans les zones arides et semi-arides et de faciliter l'échange d'informations et de connaissances techniques au niveau régional.

- Frais de voyage des participants 59 278
- Don à l'Inde pour lui permettre de faire face aux dépenses locales 8 000
- Services de consultant 5 252

- Frais de voyage du personnel 16 727

Les participants à cette réunion ont examiné la proposition de cadre de travail et d'activités opérationnelles pour le RT 2. Ils ont pu en outre dialoguer avec les scientifiques et membres du personnel de l'institut hôte.

Les préparatifs du lancement du Réseau thématique 3 (RT 3) se sont poursuivis. Un consultant aidera aux préparatifs de la réunion et à l'élaboration de la documentation de base.

- Prévisions de dépenses, y compris les dépenses de logistique et les frais de voyage des participants 150 000
- Services de consultant 7 500

### 3.2 Unité de coordination régionale

L'unité de coordination régionale pour l'Asie est accueillie au siège de la CESAP, à Bangkok (Thaïlande). Elle contribue à faciliter l'application de la Convention par la fourniture d'informations sur les activités menées dans la région et d'une assistance technique à la mise en œuvre d'activités sous-régionales et nationales.

- Don à la CESAP pour couvrir le traitement du coordonnateur régional et les dépenses de fonctionnement 92 552
- Frais de voyage du coordonnateur régional 6 959
- Prévisions de dépenses au titre des voyages du coordonnateur régional de juillet à décembre 2000 5 000

Cette unité a grandement facilité la coopération avec d'autres institutions régionales d'Asie, contribuant ainsi à une meilleure cohérence des initiatives de politique générale prises dans le domaine de l'environnement.

### 3.3 Réunion régionale des centres de liaison de l'Asie

La troisième Réunion régionale des centres de liaison de l'Asie sera organisée en novembre à Bangkok (Thaïlande). Les activités y seront centrées sur l'établissement de rapports nationaux et les préparatifs en vue de la quatrième session de la Conférence des Parties ainsi que sur les mesures à prendre à l'avenir en ce qui concerne le programme d'action régional.

- Prévisions de dépenses (services de conférence, dont dépenses d'établissement de la documentation et d'interprétation et frais de voyage des participants et du personnel) 146 000

Le Mécanisme mondial organisera, à l'issue de cette réunion, des consultations sur les partenariats en vue d'une application efficace de la Convention.

Le Groupe de la facilitation pour l'Asie a également contribué, par une assistance directe et un travail de coordination, à l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre du processus d'élaboration des programmes d'action nationaux dans d'autres régions afin d'aider à organiser les travaux de la réunion de Cotonou (voir la section B ci-dessus).

• Frais de voyage du personnel	2 596
<b>Niveau régional, total</b>	<b>571 062</b>

#### 4. Autres réunions

Un atelier sur la dégradation des terres dans les pays d'Europe centrale et orientale a été organisé en mai à Bruxelles (Belgique). Il a été établi une documentation de base sur les modes de gestion participative des terres, l'état de la dégradation des terres de la région et les activités de l'Union européenne dans ce domaine.

• Frais de voyage des participants	62 939
• Honoraires de consultant	33 565
• Frais de voyage du personnel	3 102

Cet atelier a permis de mettre en évidence la gravité du risque de dégradation des terres dans la région et de voir comment des mesures de riposte communes pourraient être facilitées dans le cadre de la Convention.

Un atelier sur les conventions mondiales dans le domaine de l'environnement s'est tenu à La Haye (Pays-Bas) pour examiner les différents moyens de maximiser les synergies entre les conventions mondiales dans le domaine de l'environnement.

• Frais de voyage du personnel	591
<b>Niveau interrégional, total</b>	<b>100 197</b>

#### Facilitation de l'application dans la région de l'Asie

<b>Dépenses effectives au 30 juin 2000</b>	<b>705 158</b>
<b>Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000</b>	<b>447 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 152 158</b>

## **D. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes**

### **1. Facilitation de l'application au niveau national**

#### **1.1 Établissement de rapports nationaux**

À sa quatrième session, la Conférence des Parties examinera les rapports des pays parties touchés de régions autres que l'Afrique. Une assistance technique et un soutien financier ont été fournis à 27 pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en vue de l'établissement des rapports nationaux.

- Dons à 27 pays d'Amérique latine et des Caraïbes 134 540

Cinq consultants régionaux ont aidé les pays à établir leurs rapports nationaux en leur donnant des conseils techniques sur la structure et la teneur des rapports. Une réunion des consultants et des coordonnateurs nationaux, d'une durée de deux jours, a été organisée au Mexique en coopération avec le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/ROLAC) dans le but d'analyser le Guide et d'examiner dans le détail les résultats obtenus dans les pays africains dans l'établissement de rapports nationaux et l'élaboration de programmes d'action nationaux.

- Frais de voyage des participants 9 271
- Services de consultant, y compris les frais de voyage dans la région 90 802
- Frais de voyage du personnel 12 722

Un consultant a prêté son concours lors de la compilation et de la synthèse des rapports nationaux pour la quatrième session de la Conférence des Parties.

- Services de consultant 11 543

Les 30 pays d'Amérique latine et des Caraïbes parties à la Convention ont tous présenté leur rapport à la Conférence des Parties dans les délais.

L'élaboration des rapports nationaux a contribué à une plus grande sensibilisation des responsables et du public des différents pays aux problèmes liés à la désertification et a permis d'intensifier la coopération au niveau national. À l'échelon international, la présentation des rapports à la quatrième session de la Conférence des Parties devrait fournir aux partenaires de développement des informations sur les problèmes de désertification qui se posent dans les pays des régions concernées ainsi que sur les solutions qui pourraient leur être apportées.

## 1.2 Sensibilisation

Un séminaire national de sensibilisation s'est tenu en Jamaïque et d'autres seront organisés en 2001 en Colombie et au Venezuela. Les fonds de soutien à la Jamaïque ont déjà été réservés en 1999.

- Dons à la Colombie et au Venezuela 16 000

Le séminaire de sensibilisation tenu en Jamaïque a rassemblé divers intervenants et parties prenantes, dont des groupes de femmes, des jeunes, des parlementaires et de hauts responsables de gouvernement dans le but de débattre des problèmes liés à la désertification et de dégager des idées quant aux solutions possibles. Il a débouché essentiellement sur une plus grande sensibilisation des responsables et du public au problème de la dégradation des terres et sur l'élaboration d'un programme qui sera examiné ultérieurement puis suivi d'effet au niveau national.

**Niveau national, total 274 878**

## 2. Facilitation de l'application au niveau régional

### 2.1. Programme d'action régional

Le Réseau régional d'information sur la désertification et la sécheresse pour l'Amérique latine et les Caraïbes (DESELAC), qui fait partie du programme d'action régional et est géré par le secrétariat de la Convention, vise à fournir aux différentes parties prenantes de la région les moyens d'un échange d'informations efficace et simple.

Ce réseau fonctionne depuis plus de deux ans, avec la participation des centres de liaison ainsi que d'universitaires et d'ONG de la plupart des pays de la région. Son développement consolidera les résultats obtenus à ce jour et permettra les élargissement et améliorations nécessaires.

- Prévisions de dépenses 50 000

### 2.2. Unité de coordination régionale

L'unité de coordination régionale pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes est logée au Bureau régional du PNUE à Mexico. Par son intermédiaire, le secrétariat fournit des informations sur les activités menées dans la région ainsi qu'une assistance technique à la mise en œuvre des programmes d'action sous-régionaux et nationaux.

- Dons au PNUE pour l'unité de coordination régionale 45 000
- Frais de voyage du personnel 401

### 2.3. Réunion régionale des centres de liaison de l'Amérique latine et des Caraïbes

La sixième réunion régionale des pays parties de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui sera organisée en El Salvador en octobre, portera essentiellement sur l'examen préliminaire des rapports nationaux ainsi que sur la définition et la mise en œuvre des activités aux niveaux national, sous-régional et régional. Elle se penchera également sur d'autres questions inscrites à l'ordre du jour de la quatrième session de la Conférence des Parties.

Prévisions de dépenses, dont dépenses d'établissement de la documentation et frais de voyage des participants	150 000
---	---------

### 2.4 Autres réunions

Un atelier sur la salinisation des sols prévu à Cuba en 2001 devrait rassembler des représentants des pays de la région afin d'examiner des projets concrets de lutte contre la salinisation des sols en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes. Un consultant a été recruté pour aider à l'établissement de la documentation et à l'organisation de cet atelier.

• Services de consultant	5 050
--------------------------	-------

<b>Niveau régional, total :</b>	<b>250 451</b>
---------------------------------	----------------

### Facilitation de l'application dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

<b>Dépenses effectives au 30 juin 2000</b>	<b>325 329</b>
--	----------------

<b>Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000</b>	<b>200 000</b>
---	----------------

<b>TOTAL</b>	<b>525 329</b>
--------------	----------------

## **E. Facilitation de l'application et de la coordination dans la région de la Méditerranée septentrionale**

### 1. Facilitation de l'application au niveau national

À sa quatrième session, la Conférence des Parties examinera les rapports des pays parties touchés de régions autres que l'Afrique. Les pays développés parties ont notifié à la Conférence des Parties leur appui à l'application de la Convention dans des régions autres que l'Afrique.

Un consultant a été engagé pour aider à la compilation et à la synthèse des rapports nationaux qui seront présentés à la quatrième session de la



Conférence des Parties par les pays développés parties ainsi que par les pays parties touchés de la région de la Méditerranée septentrionale.

- Services de consultant 6 112
- Honoraires et frais de voyage du consultant (montant prévisionnel) 5 000

L'examen des rapports par la Conférence des Parties devrait livrer aux pays en développement ainsi qu'aux partenaires de développement des recommandations concernant une coopération plus étroite entre les parties prenantes à la mise en œuvre de la Convention.

## **2. Facilitation de l'application au niveau régional**

Des réunions de ministres et de centres de liaison des pays du groupe de l'annexe IV organisées à Murcie (Espagne) ont été l'occasion d'étudier le développement du programme d'action régional. Les centres de liaison nationaux ont été chargés de faire office de comité de coordination régional dans le cadre de l'élaboration du programme d'action régional. L'établissement de réseaux thématiques reflétant les priorités régionales a été lui aussi approuvé.

Ces réunions ont contribué à faire progresser l'élaboration du programme d'action régional et un comité de coordination régional existe désormais pour le groupe des pays de l'annexe IV.

- Frais de voyage du personnel 1 331

Le secrétariat a par ailleurs prêté son concours à la préparation et à l'organisation de la quatrième réunion ministérielle du groupe des pays de l'annexe IV ainsi que de la réunion technique sur la participation sociale à la lutte contre la désertification, qui s'est tenue à Rome (Italie) à l'occasion de la réunion sur les synergies visée plus loin.

## **3. Activités au niveau sous-régional**

a) Un atelier interrégional sur les synergies entre la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention sur la diversité biologique, la Convention-cadre sur les changements climatiques et les Principes relatifs aux forêts dans la Méditerranée a été organisé à Rome (Italie) en février 2000. Les participants des pays du groupe de l'annexe IV ainsi que des pays de l'Afrique septentrionale ont débattu de la promotion de synergies dans le cadre de la formulation et de l'application des programmes d'action nationaux, et de la collaboration qu'il convient de favoriser entre les deux rives de la Méditerranée sur cette question.

- Frais de voyage de participants de pays de l'Afrique septentrionale 19 854

- Frais de voyage du personnel 1 753
- Frais de voyage du personnel (montant prévisionnel) 6 000

Le principal résultat de cette réunion a été de lancer le débat sur les liens entre les conventions dans différentes régions du pourtour méditerranéen.

b) Dans le cadre d'une conférence sur l'avenir du milieu rural en Méditerranée, tenue en mai en Turquie, on s'est efforcé de mettre en évidence les principales menaces et les grands problèmes qui pèsent sur l'utilisation et la gestion durables des terres.

- Frais de voyage du personnel 1 241

Cette conférence a débouché principalement sur un dialogue et une coopération plus soutenus entre milieux universitaires et milieux d'affaires ainsi qu'entre décideurs de différentes parties de la Méditerranée.

#### **Facilitation de l'application dans la région de la Méditerranée septentrionale**

**Dépenses effectives au 30 juin 2000 30 291**

**Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000 11 000**

**TOTAL 41 291**

#### **Facilitation de l'application et de la coordination**

**Dépenses effectives au 30 juin 2000 1 467 964**

**Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000 1 194 160**

**TOTAL GÉNÉRAL 2 662 124**

### **F. Relations extérieures et information**

#### **1. Coordination avec les organisations non gouvernementales**

a) Une conférence d'ONG méditerranéennes sur la participation des ONG aux programmes d'action nationaux a été organisée en juin 2000 à Murcie (Espagne), parallèlement à la réunion ministérielle des pays du groupe de l'annexe IV.

b) Une réunion d'ONG régionales, intitulée "MedForum", a présenté un avant-projet régional sur la gestion participative des ressources en eau. Elle a adopté également des recommandations à l'intention des gouvernements et des institutions qui participent, directement ou indirectement, à la lutte contre la désertification en vertu de la Convention.

Ces recommandations portaient sur la création d'un comité de coordination pour l'application de la Convention et le renforcement de la participation des ONG au processus de la Convention.

c) Conformément à la lettre et à l'esprit de la Convention, la communauté des ONG s'efforce d'acheminer efficacement sa contribution à la formulation et à la mise en œuvre des programmes d'action nationaux et de concourir à l'application de la Convention par diverses activités ayant trait au renforcement des capacités et à la sensibilisation.

- Prévisions de dépenses (dons) 25 000

d) Selon l'usage établi, les représentants des ONG organiseront, avant la Conférence des Parties, un atelier préparatoire d'une journée au cours duquel ils prépareront leur participation aux deux séances de dialogue d'une demi-journée chacune qui auront lieu dans le cadre du programme de travail officiel de la Conférence des Parties.

- Prévisions de dépenses 15 000

**Appui aux activités des ONG, total : 40 000**

## **2. Participation des ONG aux réunions tenues dans le cadre de la Convention**

Conformément aux dispositions de la Convention et aux décisions pertinentes de la Conférence des Parties, la communauté des ONG est activement encouragée à participer aux travaux de la quatrième session de la Conférence des Parties.

- Prévisions de dépenses (participation de 60 représentants de la communauté des ONG à la quatrième session de la Conférence des Parties) 240 000

**Participation des ONG aux réunions tenues dans le cadre de la Convention 240 000**

## **3. Information**

Il s'agira, sous cette rubrique, d'informer de façon générale et d'entreprendre aussi des activités médiatiques telles que la publication du Bulletin d'information sur la Convention, l'impression de documents d'information, la production d'articles de souvenirs et l'appui à la participation de journalistes à la quatrième session de la Conférence des Parties.

- Coûts estimatifs des services contractuels pour l'établissement des maquettes et la traduction 450

- Prévisions de dépenses au titre de l'impression de bulletins et de pochettes d'information et de la production d'articles de souvenirs pour la quatrième session de la Conférence des Parties 15 000
- Prévisions de dépenses au titre de la participation de journalistes à la session 15 000

Les activités d'information devraient améliorer sensiblement la connaissance qu'a le public du processus de mise en œuvre de la Convention, du phénomène de la désertification dans le monde et de sa relation avec d'autres questions d'environnement telles que la diversité biologique et les changements climatiques.

**Activités d'information, total : 30 450**

#### **4. Assistance sous forme de personnel d'appui temporaire**

Pour renforcer la coopération et instaurer des synergies efficaces avec les activités prévues dans le cadre d'autres conventions, organismes des Nations Unies et organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, le bureau de liaison de la Convention au Siège des Nations Unies à New York a assisté à des réunions tenues avec des représentants du Fonds pour l'environnement mondial, du Gouvernement des États-Unis d'Amérique et d'ONG basées à Washington.

- Assistance sous forme de personnel d'appui temporaire 55 310
- Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000 56 000
- Frais de voyage du personnel vers les lieux de réunion 27 833
- Prévisions de dépenses 20 000

**Personnel d'appui temporaire, total : 159 143**

#### **Relations extérieures et information**

**Dépenses effectives au 30 juin 2000 83 143**

**Prévisions de dépenses au 31 décembre 2000 386 450**

**TOTAL 469 593**

-----